Boues Rouges : Le Scandale !

Soumis par Alain
Dernière mise à jour : 06-03-2016

STOPPER les rejets dâ€™effluents liquides, chimiques et toxiques en MÃ©diterranÃ©e, dans le Parc National des Calanques

Les ONG ne sont pas rassurÃ©es. "Il s'agit de rejets d'effluents liquides, chimiques, toxiques et radioactifs, c'est toujours le dossier des boues rouges, mÃªme si les rejets n'en n'ont plus la couleur", a indiquÃ© Ã l'AFP Alain MatÃ©si, prÃ©sident de l'association "CoLLecT-IF environnement".

Une analyse partagÃ©e par la Ministre SÃ©golÃ¨ne Royal, qui a soulignÃ©e :
"Les derniÃ¨res enquÃªtes de l'Anses publiÃ©es il y a quelques jours ont bien montrÃ© qu'Ã l'endroit des rejets, il y avait une contamination beaucoup plus forte, notamment en mercure, une pollution dangereuse pour la santÃ©".

Dossier complet dans la Loupe...

Informations chronologiques rÃ©alisÃ©es par le Club Alpin FranÃ§ais

L'arrÃªtÃ© prÃ©fectoral de juillet 1996 stipulait bien que "la sociÃ©tÃ© Aluminium Pechiney cessera tout rejet en mer au 31 dÃ©cembre 2015...". En 20 ans de communication de l'industriel et de...lÃ¢chetÃ© des politiques locaux, l'arrÃªt s'est trouvÃ© limitÃ© aux parties solides (MES). Tour de passe-passe sur le terme de "boues rouges" et l'affaire est emballÃ©e... Voir l'arrÃªtÃ©.

2000. Pourquoi l'alumine a-t-elle Ã©tÃ© effacÃ©e de Marseille...? Lire le rapport.

septembre 2005. Usine de Gardanne SynthÃ¨se des travaux du ComitÃ© Scientifique de Suivi 1995-2004 Gestion des rÃ©sidus du traitement de la bauxite. Lire le rapport.

2010. Les pratiques controversÃ©es de la responsabilitÃ© sociÃ©tale Ã l'usine d'alumine de Gardanne (1960-1966). Lire le rapport.

22 aoÃ»t 2013. Article d'Olivier DUBUQUOY : Boues Rouges et Ã©conomie circulaire, histoire d'une dÃ©sinformation toxique. Lire l'article.

7 juillet 2014. Avis du Conseil scientifique sur les dossiers de demande d'autorisation d'ALTEO Gardanne, pour la poursuite du rejet en coeur marin du Parc des effluents de son usine d'alumine et la concession d'utilisation du domaine public maritime pour les canalisations de transfert. Lire le rapport.

1 aoÃ»t 2014. Avis de la DREAL sur le renouvellement de la concession d'utilisation du domaine public maritime pour les canalisations de transfert. Lire le rapport.

19 aoÃ»t 2014. Article paru dans Marsactu. Lire l'article.

22 aoÃ»t 2014.Article paru dans Le Monde. Lire l'article.

6 septembre 2014.CommuniquÃ© de FNE (France Nature Environnement). La FFCAM est membre de FNE. Lire l'article.

8 septembre 2014. DÃ©libÃ©ration nÂ° CA-2014-09.06 sur la demande d'autorisation par la sociÃ©tÃ© ALTEO a titre d'Installation ClassÃ©e pour la Protection de l'Environnement (ICPE) pour modifications conditions exploitation usine gardanne. Lire le rapport.

8 septembre 2014. DÃ©libÃ©ration nÂ° CA-2014-09.07 sur la demande de la sociÃ©tÃ© aluminium pechiney sur la concession utilisation du domaine public maritime. Lire le rapport.

8 septembre 2014. Annexe Ã la dÃ©libÃ©ration nÂ° CA-2014-09.06. Prescriptions concernant les suivis scientifiques Ã mener concernant l'impact des rejets d'effluents de l'usine de Gardanne en coeur marin du Parc national des Calanques. Lire le rapport.

8 septembre 2014. La dÃ©claration de Bernard HAMEL lors du Conseil d'Administration du PNC le lundi 8 septembre. Lire la dÃ©claration.

8 septembre 2014. Article paru dans La Provence. Lire l'article.

8 septembre 2014. Article paru dans Le Monde. Lire l'article.

8 septembre 2014. Article paru dans LibÃ©ration. Lire l'article.

8 septembre 2014. La Tribune de FranÃ§ois-Michel Lambert, dÃ©putÃ© Ã©cologiste : Les boues rouges de Gardanne ou comment je privilÃ©gie l'action Ã l'incantation. Lire l'article ici...

9 septembre 2014. Article paru dans La Provence. Lire l'article.

9 septembre 2014. Article paru dans Var Matin. Lire l'article.

9 septembre 2014. L'interview le mardi 9 septembre de Didier REAULT, PrÃ©sident du PNC, dans le 18 :18 de La Provence. VidÃ©o ici.

10 septembre 2014. Article paru dans La Provence. Lire l'article.

10 septembre 2014. vidÃ©o du reportage diffusÃ© hier soir sur France 2 lors du JT. VidÃ©o ici.

11 septembre 2014. Article paru dans La Provence. Lire l'article.

11 septembre 2014. Avis du Conseil d'administration du Parc sur la poursuite de rejets d'effluents liquides en coeur marin. Lire le rapport.

19 septembre 2014. CommuniquÃ© de Mme SÃ©golÃ¨ne Royal Ministre de l'Ã‰cologie, du DÃ©veloppement durable et de l'Ã‰nergie. Lire le communiquÃ©.

20 septembre 2014. Article paru dans La Provence. Lire l'article.

27 septembre 2014. Article paru dans La Provence. Lire l'article.

1 octobre 2014. Article paru dans la Newsletter du Parc National des Calanques. Lire l'article.

1 octobre 2014. Calendrier de la procÃ©dure ICPE - Usine d'Alumine de Gardanne. Voir le calendrier.

15 novembre 2014. Territoires sans mÃ©nagement (4) - Les boues rouges et le Parc National des Calanques. Avec : BÃ©atrice de Crozet, du ComitÃ© Ã©cologique de sauvegarde de la Ciotat ; FranÃ§oise Degert, journaliste et Mona Jourdan, spÃ©cialiste de gÃ©ologie. Ecouter l'Ã©mission Terre Ã terre.

1 dÃ©cembre 2014.Alteo, un fabricant d'alumines situÃ© Ã Gardanne, dans les Bouches-du-RhÃ´ne, rejetait jusqu'Ã prÃ©sent tous ses rÃ©sidus industriels - des boues rouges - dans le parc national des Calanques. Lire la suite...

10 dÃ©cembre 2014.Quel avenir pour les boues rouges de Gardanne ?L'interdiction pour la sociÃ©tÃ© Alteo de rejeter ses boues rouges directement en MÃ©diterranÃ©e se rapproche Ã grand pas. AprÃ¨s avoir optimisÃ© le process de traitement de ses boues, l'industriel est sur la piste de solutions de valorisation. Lire l'article et voir la vidÃ©o...

10 dÃ©cembre 2014. Un site d'information sur le net assure que les boues rouges de l'usine gardannaise stockÃ©es sur Bouc-Bel-Air seraient, notamment, radioactives. Lire l'article...

10 dÃ©cembre 2014. L'auteur de la pÃ©tition Non aux rejets de boues rouges en mer a une annonce Ã faire Ã tous les signataires. Les premiers rÃ©sultats des Ã©tudes scientifiques indÃ©pendantes Ã notre disposition tendent Ã prouver que la Bauxaline (boues rouges) est toxique. Pour lire cette annonce, veuillez ouvrir la page suivante : http://www.petitions24.net/read/14809/24261563

12 dÃ©cembre 2014. L'usine d'alumine Alteo de Gardanne fÃªte ses 120 ans samedi. Mais cet anniversaire pourrait Ãªtre gÃ¢chÃ© par des questions soulevÃ©es par ses riverains : que faire des dÃ©chets, jusqu'ici rÃ©pandus dans la MÃ©diterranÃ©e ? Et sont-ils toxiques ? Une enquÃªte d'Anne Sylvain pour le Grand Soir 3. Voir l'article et la vidÃ©o.

12 dÃ©cembre 2014. AprÃ¨s l'enquÃªte d'Anne Sylvain pour le Grand soir 3 sur les boues rouges de Gardanne, SÃ©golÃ¨ne Royal, la ministre de l'Ã‰cologie, rÃ©agit depuis Lima. Voir l'article et la vidÃ©o.

12 dÃ©cembre 2014. Anne Sylvain a enquÃªtÃ© sur les rejets de bauxite de la sociÃ©tÃ© Alteo Ã Gardanne. Su le plateau du Grand soir 3, elle apporte de nouveaux Ã©clairages. Voir l'article et la vidÃ©o.

21 fÃ©vrier 2015. 2 Articles parus dans La Provence. (1)Sources PolluÃ©es..? (2)Rapport BRGM interdit...?.

5 mars 2015. Lors d'une rÃ©union en prÃ©sence d'un reprÃ©sentant d'AltÃ©o au Â« sourire narquois Â» les participants en ont conclu que le dossier de l'industriel auprÃ¨s du BRGM recevait un avis favorable.

CE N'EST QU'UNE RUMEUR MAIS QUAND MEME. Lire la suite...

9 mars 2015. Boues rouges Alteo : les Verts Ã©crivent "leur Ã©tonnement" Ã Royal

Christian Desplats et Sophie Camard, deux conseillers rÃ©gionaux du groupe Europe Ã©cologie-les Verts-Parti occitan, ont Ã©crit Ã la ministre de l'Environnement, SÃ©golÃ¨ne Royal, le 2 mars dernier.

Dans leur courrier, les deux Ã©lus s'Ã©tonnent que les rÃ©sultats de l'expertise du Bureau de recherche gÃ©ologique et miniÃ¨re (BRGM), saisi par la ministre en personne pour dÃ©cider de l'attitude envers l'usine d'alumine Alteo, ne soient toujours pas rendus publics... six mois aprÃ¨s son lancement ! "De plus, poursuivent-ils perplexes, lors d'une rencontre avec l'industriel, le 9 janvier dernier sur le site de l'usine de Gardanne, nous avons Ã©tÃ© Ã©tonnÃ©s d'apprendre que l'entreprise disposait de ce rapport ainsi que de l'ensemble de ses conclusions... "

Seul Alteo semble donc avoir Ã©tÃ© destinataire de l'expertise. Les riverains apprÃ©cieront.

7 avril 2015. Liens vers le rapport du BRGM de dÃ©cembre 2014 et celui de l'Anses sur les boues rouges :

http://www.brgm.fr/actualites/rapport-tierce-expertise-sur-usine-alumines-alteo-gardanne

https://www.anses.fr/fr/documents/ERCA2014sa0223.pdf

9 avril 2015. Rejet des boues rouges de Gardanne : l'enquÃªte publique reportÃ©e.

SÃ©golÃ¨ne Royal a demandÃ© Ã l'usine d'alumine Alteo de nouvelles analyses sur la contamination des poissons exposÃ©s aux effluents issus du traitement des boues rouges, suite Ã un rapport de l'Anses alors que le BRGM juge les filtres presse pertinents. Lire l'article.

27 mai 2015. Article du Canard EnchainÃ©. Lire l'article.

20 juillet 2015. Rejet des boues rouges : Une enquÃªte publique sur ce sujet dÃ©marre le 16 aoÃ»t prochain.... Lire l'article.

9 aoÃ»t 2015. PÃ©tition contre les boues rouges.

Les associations et les particuliers signataires demandent l'arrÃªt total des rejets industriels Ã©pais et liquides de l'usine de fabrication d'alumine de Gardanne, qui se dÃ©versent dans le canyon de Cassidaigne, Ã 7 km au large de Cassis et qui engendrent une pollution intolÃ©rable dans la partie marine du Parc National des Calanques. Signer la pÃ©tition.

13 aoÃ»t 2015. Rappel : ouverture d'une enquÃªte publique sur les rejets de boues rouges. Lire l'article.

17 aoÃ»t 2015. Boues rouges : dÃ©but de l'enquÃªte publique.

Il est maintenant possible de s'exprimer sur ce sujet... Voir documents joints.

Afin de permettre, dans les dÃ©lais, la prise de dÃ©cision des autoritÃ©s compÃ©tentes sur les demandes formulÃ©es par les sociÃ©tÃ©s AltÃ©o et Aluminium PÃ©chiney, l'enquÃªte publique sera reprogrammÃ©e du 17 aoÃ»t au 25 septembre 2015.

Les rapports du BRGM, de l'ANSES et de l'IFREMER ainsi que les rÃ©ponses de l'exploitant seront joints au dossier de l'enquÃªte publique.

Pour faciliter la participation du public, une rÃ©union publique sera organisÃ©e sur la commune de Gardanne.

Tout nouvel Ã©lÃ©ment ou rÃ©sultats d'analyse seront susceptibles d'Ãªtre intÃ©grÃ©s Ã l'enquÃªte publique conformÃ©ment Ã l'article R 512-7 du code de l'environnement et toute nouvelle Ã©tude sera rendue publique sans dÃ©lai.

AprÃ¨s clÃ´ture de l'enquÃªte publique et remise du rapport de la commission d'enquÃªte, le dossier sera soumis Ã l'avis du conseil dÃ©partemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ainsi qu'au conseil supÃ©rieur de la prÃ©vention des risques technologiques (CSPRT).

Le prÃ©fet des Bouches-du-RhÃ´ne prendra ensuite sa dÃ©cision au vu de l'ensemble des avis des organismes sollicitÃ©s, des informations du dossier et des rÃ©sultats complets des diffÃ©rentes Ã©tudes, aprÃ¨s une Ã©troite concertatio avec les instances et autoritÃ©s concernÃ©es.

Lire l'arrÃªtÃ© d'ouverture d'enquÃªte

Lire l'avis d'enquÃªte publique

Lire le CommuniquÃ© de Presse Alteo

18 aoÃ»t 2015. Stop aux rejets toxiques en mer entre Cassis et La Ciotat.

signer la pÃ©tition, Â« PrÃ©sident de la commission d'enquÃªte: Stop aux rejets toxiques en mer entre Cassis et La

Ciotat Â».

Voici le lien:

http://www.change.org/p/pr%C3%A9sident-de-la-commission-d-enqu%C3%AAte-stop-aux-rejets-toxiques-en-mer-entre-cassis-et-la-ciotat

23 aoÃ»t 2015. Mobilisation contre les rejets en mer de l'usine de Gardanne. Lire l'article.

28 aoÃ»t 2015. Article paru sur le blog de Carnoux Progres. Lire l'article.

28 aoÃ»t 2015. Cassis : Trapani et Carrasco mobilisÃ©s contre les boues rouges. Lire l'article.

30 aoÃ»t 2015. CALANQUES Plus de boues rouges mais toujours des rejets toxiques. Lire l'article.

31 aoÃ»t 2015. Les consÃ©quences du rejet des effluents liquides.

Dans cette interview de GÃ©rard Rivoire, conseiller en Ã©cologie nous vous invitons Ã comprendre les impacts qu'auront ces futurs rejets liquides en mer. Un vÃ©ritable scandale qu'il... Lire la suite

3 septembre 2015. Tout le monde avait compris qu'il fallait attendre, on avait tout faux.

L'enquÃªte publique d'avril 2015 a Ã©tÃ© retirÃ©e Ã la demande de notre Ministre de l'Ecologie Mme Royal Ã grand renfort de communication le temps de rÃ©aliser des expertises complÃ©mentaires sous la direction de l'ANSES.

Tout le monde avait compris qu'il fallait attendre, on avait tout faux.

QUESTION : Pouvez-vous m'indiquer dans quel classeur se trouvent ces nouvelles expertises ou ensemble d'avis complÃ©mentaires... ?

REPONSE du PrÃ©sident de la commission d'enquÃªte, le 03/09/2015 lors de sa permanence de Bouc Bel Air : Elles ne sont pas produites.

Lire le blog de Miche MAZZOLINI sur le site mediapart.

Lire le courrier de Pierre Yzombard Administrateur PNC adressÃ© Ã Monsieur Jean-Pierre FERRARA PrÃ©sident de la commission d'enquÃªte sur les rejets de l'usine de Gardanne.

8 septembre 2015. Les pÃªcheurs de CÃ´te d'Azur demandent l'interdiction des rejets de boues rouges. Lire l'article.

Voir l'article et la vidÃ©o sur le site de Basta ICI.

VidÃ©o rÃ©alisÃ©e par les initiateurs de la pÃ©tition demandant l'interdiction des rejets ICI.

9 septembre 2015. Analyse de la situation par le prÃ©sident de l'association fÃ©dÃ©rative Union Calanques Littoral. Lire l'article.

9 septembre 2015. VidÃ©o : les boues rouges inquiÃ¨tent toujours.

Jean Trapani, gÃ©rant du port dÃ©partemental de la ville Ã©voque son combat contre cette pollution qui ravage l'environnement dans cette vidÃ©o de 10 minutes :

Sur le site de La Provence

Ou directement sur dailymotion

11 septembre 2015. Le seul dÃ©bat publique organisÃ© Ã Gardanne..... On n'a pas avancÃ© d'un iota...! Lire l'article.

14 septembre 2015. Le conseil municipal de Marseille du 14 sept.

Le sujet Alteo est traitÃ© Ã la 24 Ã¨me minute et dure 30 minutes avec diffÃ©rents intervenants. Parfois des dÃ©clarations bien Ã©tonnantes... OÃ¹ on dÃ©couvre que l'Etat a Ã©tÃ© laxiste, Alteo arrogant et que tout le monde s'en fout

Et qu'Alteo n'agira que si on lui met la pression. Voir la vidÃ©o.

16 septembre 2015. Lettre du PrÃ©sident de la FFCAM au commissaire enquÃªteur.

Le signalement de l'enquÃªte publique, assorti de l'expression d'une "trÃ¨s forte prÃ©occupation" de la FFCAM, figure sur le site Internet et la page Facebook de la fÃ©dÃ©ration.

Georges ELZIERE, PrÃ©sident de la FFCAM, a signÃ© une lettre dans le mÃªme sens au commissaire enquÃªteur. Lire la lettre.

18 septembre 2015. RÃ©servez votre mercredi 23 septembre 2015 de 18h Ã 20h.

Les rejets en mer ont rendez-vous avec l'histoire. La notre, pas celle de nos enfants.
La derniÃ¨re fois c'Ã©tait en 1963 quand Alain Bombard et Paul Ricard avertissaient que les rejets de l'usine de Gardanne causeraient une pollution massive de la mer.

50 ans aprÃ¨s, ce sont les pÃ©cheurs, les associations soutenue par la population du littoral qui ensemble, reprennent cette mobilisation bien lÃ©gitime Ã la veille du COP21. Tenter de ralentir le rÃ©chauffement climatique doit aussi passer par la protection de la mer qui, Ã elle seule, contribue par le phytoplancton et les prairies de posidonies Ã la gÃ©nÃ©ration des 2 tiers d'oxygÃ¨ne pour notre planÃ¨te.

Venez vous exprimer sur la demande d'ALTEO de rejeter encore pendant 30 ans ses poisons.
La rÃ©union publique ouverte Ã tous sera placÃ©e sous l'Ã©gide de l'association Union Calanques Littoral avec le concours des collectifs littoral, des prud'homies de pÃ©cheurs et la participation de journalistes indÃ©pendants pour faciliter le dÃ©roulÃ©.

La diffusion en direct sera accÃ©ssible Ã l'adresse www.cprt.tv

Faites passer l'info, au risque de faire salle comble ; nous prÃ©voyons de sonoriser les extÃ©rieurs pour rendre audibles. les dÃ©bats et tÃ©moignages du plateau. Voir le programme.

23 septembre 2015. Avis du Conseil de DÃ©veloppement de Marseille Provence MÃ©tropole. Lire le document.

26 septembre 2015. DÃ©cÃ¨s de Yves Lancelot. Lire l'article.

26 septembre 2015. VoilÃ c'est fini. Et le suspense est quasi nul... Lire l'article de La Provence

26 septembre 2015. Lire l'article dans La Provence Edition Marseille.

2 octobre 2015. La rÃ©ponse qu'a dÃ©posÃ©e France Nature Environnement (FNE) PACA dans le cadre de l'enquÃªte publique concernant le rejet AltÃ©o : avis dÃ©favorable. Lire le document.

14 octobre 2015. L'avis de EELV. Lire le rapport.

6 novembre 2015. Alteo : la commission d'enquÃªte dit oui.

Sans surprise, comme le pressentaient les (nombreux) opposants Ã l'industriel, la commission d'enquÃªte publique a rendu un avis favorable au renouvellement de l'autorisation d'exploiter de l'usine d'alumine de Gardanne, Alteo. En 40 jours, au cours de ses 72 permanences sur les 27 communes concernÃ©es et aprÃ¨s avoir rÃ©uni 2 300 contributions du public, la commission a pourtant pu constater que "l'acceptabilitÃ© du projet Ã©tait loin d'Ãªtre acquise, tant par les riverains que les pÃªcheurs professionnels et les diffÃ©rentes associations". NÃ©anmoins, aprÃ¨s avoir pris en compte "les trois enjeux essentiels et imbriquÃ©s : environnementaux, Ã©conomiques et sociaux", tout en actant les "nombreux investissements" de l'industriel, la commission, Ã l'unanimitÃ© de ses membres, a donc rendu un avis favorable. Lire l'article de La Provence du 6 novembre 2015.

Lire les Conclusions et avis SociÃ©tÃ© AltÃ©o Gardanne - Tome II.

Le lien pour l'ensemble des documents produits par la commission.

25 novembre 2015. InvitÃ©e de France Inter hier, SÃ©golÃ¨ne Royal a rÃ©itÃ©rÃ© son opposition aux rejets

industriels en mer. Lire l'article de La Provence.

26 novembre 2015. Boues rouges : SÃ©golÃ¨ne Royal brandit toujours son opposition. Lire l'article paru sur Marsactu.

1 dÃ©cembre 2015. DerniÃ¨re ligne droite pour le dossier Alteo : l'arrÃªtÃ© prÃ©fectoral doit sortir prochainement puisque l'autorisation actuelle de rejets en mer d'Alteo arrive Ã Ã©chÃ©ance le 31 dÃ©cembre 2015! ProblÃ¨me : entre la COP21 et la courbe de chÃ´mage nos dÃ©cideurs ont du mal Ã "cracher le morceau".

SÃ©golÃ¨ne Royal affirme fÃ©railler dur contre les lobbies industriels...et gouvernementaux.

ICI le dernier communiquÃ© presse de France Nature Environnement (dont la FFFCAM est adhÃ©rente). L'exigence de trouver une solution en deux ans est un minimum rÃ©aliste et permet de sauver la face de toutes les parties prenantes.

Il faut que les associations appuient cette demande. Un manifeste devrait circuler pour appuyer cette demande pour le plus grand bien du parc national des Calanques.

2 dÃ©cembre 2015. L'UCL (Union Calanques Littoral) vient de nous informer d'une action en urgence (quelques jours seulement), pour donner des arguments Ã notre ministre de l'environnement, pour contrer l'autorisation de polluer (encore 30 ans) les Calanques avec les boues rouges (rÃ©sidus issus de l'usine de Gardanne).
Cette action est un manifeste, qui concerne les Associations. Lire le manifeste.
Voici le lien qui permet d'y participer :
http://collectifslittoral.fr/index.php/fr/?option=com_content&view=article&id=86

4 dÃ©cembre 2015.

BOUES ROUGES : MASCARADE DE DEMOCRATIE AU CODERST.

Vous pourrez lire ICI le texte diffusÃ© actuellement trÃ¨s largement par Henry AUGIER et GÃ©rard CARRODANO pour dÃ©noncer le dÃ©roulement antidÃ©mocratique de la rÃ©union et la dÃ©cision scandaleuse de la CODERST. Le combat continue plus que jamais !

Lire l'article de Michel MAZZOLENI sur mediapart : BOUES ROUGES : MASCARADE DE DEMOCRATIE AU CODERST. L'article est ICI.

Voir aussi l'article paru dans La Marseillaise ICI.

13 dÃ©cembre 2015. Le CD13 a signÃ© le manifeste pour l'arrÃªt des rejets.

21 dÃ©cembre 2015. Alteo attend la confirmation de la "bonne nouvelle", les opposants fulminent. Lire l'article de La Provence.

22 dÃ©cembre 2015.

Le Conseil supÃ©rieur de la prÃ©vention des risques technologiques (CSPRT) s'est prononcÃ© ce mardi pour une poursuite de l'activitÃ© de l'industriel AltÃ©o (Bouches-du-RhÃ´ne), dont une partie des boues rouges toxiques finissent dans la MÃ©diterranÃ©e, mais en ramenant Ã six ans le dÃ©lai pour cesser ces rejets, selon France nature environnement.

Lire l'article.

30 dÃ©cembre 2015. Boues rouges : Alteo autorisÃ© Ã poursuivre les rejets.

Le prÃ©fet des Bouches-du-RhÃ´ne, StÃ©phane Bouillon, vient d'autoriser par arrÃªtÃ© la sociÃ©tÃ© Alteo, implantÃ© Gardanne, Ã poursuivre les rejets en mer de ses effluents liquides pour une durÃ©e de six ans, au-delÃ de la date butoir du 31 dÃ©cembre 2015. Et le reprÃ©sentant de l'Etat autorise logiquement Alteo Ã continuer Ã occuper le domaine public maritime avec la longue canalisation qui permet Ã l'industriel de rejeter ses effluents au large des cÃ´tes, dans le canyon sous-marin de Cassidaigne. Cette double dÃ©cision se fonde notamment sur l'avis rendu le 22 dÃ©cembre dernier par le Conseil supÃ©rieur de la prÃ©vention des risques technologiques (CSPRT), et les avis Ã©mis au cours des mois prÃ©cÃ©dents par le Parc national des Calanques et le Conseil dÃ©partemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Coderst).

L'arrÃªtÃ© du prÃ©fet reprend par ailleurs plusieurs des souhaits et demandes exprimÃ©s par le CSPRT, Ã savoir la poursuite des Ã©valuation des risques sanitaires des rejets en mer et des Ã©missions de poussiÃ¨res liÃ©es au stockage de boues sÃ©chÃ©es, la mise en place "au plus vite" d'une Commission de suivi de site qui devra avoir l'oeil sur les installations terrestres d'Alteo Ã Gardanne et Mange Garri, et enfin la constitution d'un nouveau conseil scientifique dont la mission premiÃ¨re sera de dÃ©finir les modalitÃ©s d'un suivi renforcÃ© de l'impact des effluents sur le milieu marin. Dans son avis, le conseil rappelle Ã©galement que l'usine de Gardanne bÃ©nÃ©ficie d'une dÃ©rogation pour rejeter dans l'atmosphÃ¨re du dioxyde d'azote; dÃ©rogation dont l'Ã©chÃ©ance est fixÃ©e au 31 dÃ©cembre 2018.

Une dÃ©cision prÃ©fectorale trÃ¨s contestÃ©e, y compris au sein du CSPRT puisque l'avis favorable du conseil n'a obtenu que 16 votes de soutien, face Ã 7 votes "contre" et surtout 13 abstentions. "Un vÃ©ritable permis de polluer et de tuer la vie marine", dÃ©plore Henri Augier, prÃ©sident d'Union calanques littoral et porte-parole des associations et collectif unis, appuyÃ© par GÃ©rard Carrodano, premier prud'homme de La Ciotat et porte-parole des pÃªcheurs locaux. Tous deux avaient d'ailleurs dÃ©jÃ vivement dÃ©noncÃ© "les conditions antidÃ©mocratiques" dans lesquelles le Coderst, s'Ã©tait rÃ©uni le 4 dÃ©cembre Ã la prÃ©fecture pour rendre un premier avis favorable Ã Alteo. Il est vrai que l'arrÃªtÃ© du intervient dans un contexte dÃ©jÃ trÃ¨s tendu autour de ce dossier ultrasensible aux multiples implications politiques et Ã©conomiques, oÃ¹ s'opposent des exigences apparemment contradictoires en matiÃ¨re d'emploi et de prÃ©servation de l'environnement. Contexte marquÃ© par la publication le 21 dÃ©cembre d'une note de l'Agence nationale de sÃ©curitÃ© sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), saisie par le ministÃ¨re de l'Ecologie, confirmant la contamination, notamment par trois mÃ©taux lourds (aluminium, vanadium et titane) des poissons Ã©voluant Ã proximitÃ© du site de rejets, mais aussi et surtout la prise de position trÃ¨s ferme de la ministre de l'Ecologie SÃ©golÃ¨ne Royal, le 24 novembre dernier, affirmant son intention de ne pas autoriser Alteo Ã rejeter ses effluents en mer au-delÃ du 31 dÃ©cembre 2015...

02 janvier 2016.

La polÃ©mique sur l'autorisation de rejets de boues rouges dans les calanques suscite aussi un Ã©lan de protestation citoyen. Une pÃ©tition est en ligne.

AprÃ¨s la polÃ©mique lancÃ©e par SÃ©golÃ¨ne Royal qui "dÃ©sapprouve" la dÃ©cision du prÃ©fet de Paca d'autoriser pendant six ans le rejet des mÃ©taux dans le parc national des Calanques, une pÃ©tition lancÃ©e par Collectifs Littoral, permet aux particuliers et citoyens de prendre part au mouvement de protestation.

Elle a dÃ©jÃ recueilli prÃ¨s de 5.000 signatures.

Son but est notamment de dÃ©noncer "ces rejets, qui diffuseront largement dans les eaux du Parc national jusqu'Ã la cote et les plages", et "auront un impact dÃ©sastreux sur le plancton, la faune et la flore marines, empoisonneront la mer dans laquelle nous nous baignons et les poissons que nous mangeons".

L'usine d'alumine de Gardanne emploie 400 personnes. Source ICI.

06 janvier 2016. Document intitulÃ© A marseille l'encombrant heritage des crassiers d alumine Ã lire ICI.

07 janvier 2016.

Le prÃ©fet des Bouches-du-RhÃ´ne, StÃ©phane Bouillon, vient d'autoriser par arrÃªtÃ© la sociÃ©tÃ© Alteo, implantÃ©e Gardanne, Ã poursuivre les rejets en mer de ses effluents liquides pour une durÃ©e de six ans, au-delÃ de la date butoir du 31 dÃ©cembre 2015.

Si vous souhaitez lire l'ArrÃªtÃ© d'autorisation du 28 dÃ©cembre 2015 - format : PDF, clickez ICI.

Si vous souhaitez lire l'ArrÃªtÃ© de renouvellement du 28 dÃ©cembre 2015 - format : PDF, clickez ICI.

Si vous souhaitez voir la Carte de la canalisation sous marine annexÃ©e Ã l'ArrÃªtÃ© de renouvellement - format : PDF, clickez ICI.

07 janvier 2016. DÃ©mocratie bafouÃ©e. Ce qui vient de se passer dans notre pays est un dÃ©ni Ã la dÃ©mocratie et la dÃ©cision qui vient d'Ãªtre prise par le gouvernement doit Ãªtre dÃ©noncÃ©e haut et fort comme une injure aux valeurs rÃ©publicaines de la France. Lire le document.

09 janvier 2016. Boues rouges : Le Parc National des Calanques s'en mÃªle. Lire l'article de La Provence.

23 janvier 2016. Bernard HAMEL a fait une synthÃ¨se des 78 pages de l'arrÃªtÃ© du 28 dÃ©cembre 2015 sur les rejets Alteo.

L'arrÃªtÃ© prÃ©fectoral du 28 dÃ©cembre 2015

L'usine de Gardanne dÃ©verse son cocktail polluant (appelÃ© "boues rouges") en mer depuis 1966 soit prÃ©s de 30 millions de tonnes Ã ce jour.

En 1996 un arrÃªtÃ© prÃ©fectoral impose enfin Ã l'usine de trouver une solution et de cesser tout rejet en mer (tout rejet veut bien dire plus rien) en 20 ans, soit arrÃªt total des rejets en mer le 31 dÃ©cembre 2015 au plus tard.

L'exploitant Alteo par une communication habile dÃ©veloppÃ©e quelques annÃ©es avant l'Ã©chÃ©ance, arrive Ã faire croire que les boues rouges se rÃ©sument Ã la partie solide (particules rouges) et surtout visible. Par des Ã©tudes rÃ©alisÃ©es Ã la demande d'Alteo, la sociÃ©tÃ© affirme que son cocktail n'est pas si polluant ni si dangereux que cela! Evidemment en arriÃ¨re plan il y a : si vous m'imposez une telle contrainte de dÃ©pollution, je ne serai plus compÃ©titif, je

perdrai mes marchÃ©s....et je serai obligÃ© de fermer l'usine. Le chantage Ã l'emploi pur et dur.

Alteo annonce alors qu'il ne sera en mesure au 1 janvier 2016 que de filtrer et de dÃ©barrasser les rejets de la partie visible rouge (incorrectement dÃ©nommÃ©e boues rouges). C'est un premier pas mais loin d'Ãªtre suffisant puisque tous les polluants sont prÃ©sents dans les eaux rÃ©siduelles. Parmi tous les composants de ces rejets, il y en 6 pour lesquels la concentration est toujours supÃ©rieure aux normes europÃ©ennes qui datent de 1998 (Aluminium, arsenic...). Pour ces 6 composants Alteo bÃ©nÃ©ficie d'une dÃ©rogation accordÃ©e par le prÃ©fet. A raison d'un dÃ©bit des rejets de 27 m3 par heure (oui, 270 M3 par heure!) cela reprÃ©sente des tonnages impressionnants en une annÃ©e. Alteo fait donc une nouvelle demande d'autorisation de rejet d'effluents liquides Ã partir du 1 janvier 2016 pour 30 ans.

L'arrÃªtÃ© du 28 dÃ©cembre 2015 lui accorde 6 ans soit jusqu'au 31 dÃ©cembre 2021. Mais, lÃ nouveau tour de passe-passe, ce n'est pas l'arrÃªt total des rejets comme beaucoup croient le comprendre, mais ces 6 ans doivent simplement permettre Ã Alteo de respecter enfin les normes europÃ©ennes sur 6 composants pour lesquels les rejets sont "hors des clous" depuis prÃ¨s de 20 ans! C'est donc le "minimum syndical" qui est demandÃ© Ã Alteo. Les normes europÃ©ennes dÃ©finissent des taux de concentration maximum exprimÃ©s en milligramme par litre de liquide rejetÃ©. A raison de 270m3 de liquide rejetÃ© par heure on arrive Ã des volumes de matiÃ¨re rejetÃ©s pharamineux. Par exemple, aujourd'hui Alteo annonce dans le rejet actuel un taux de 1,7mg/l pour l'arsenic. La norme impose un taux maximum de 0,05mg/l (34 fois moins!). Compte tenu des dÃ©bits colossaux rejetÃ©s, sur l'annÃ©e Alteo rejette aujourd'hui 4000 kg d'arsenic par an au large de Cassis et s'il se contente de respecter la norme ce sera encore 118 kg d'arsenic par an. A partir de 2021, ce rejet se fera encore pendant au moins 9 ans (voilÃ pourquoi une autorisation de 15 ans a Ã©tÃ© donnÃ©e par l'arrÃªtÃ© pour la conduite).

Bernard Hamel

29 janvier 2016. Boues rouges : images sous-marines exclusives

Pour la toute premiÃ¨re fois, les camÃ©ras de la Provence.com ont pu pÃ©nÃ©trer dans la galerie en bÃ©ton qui protÃ¨ge les deux conduites Ã l'intÃ©rieur desquelles les rÃ©sidus de la fabrication de l'alumine de l'usine Alteo sont acheminÃ©s depuis Gardanne et rejetÃ©s jusqu'au large de Cassis, en plein cÅ“ur du Parc national des Calanques. Des images exceptionnelles.
Voir la vidÃ©o de ce reportage en cliquant sur ce lien.

30 janvier 2016. Boues rouges : Manifestation : Stop Scandale Boues Rouges. Ce samedi 30 janvier 14h place Baret Marseille - Devant la prÃ©fecture.

Le grand quotidien Sud-Ouest en parle sur son site. Lire l'article.

Lire l'article paru sur le site de La Provence le 31 janvier 2016.

15 fÃ©vrier 2016. L'ArrÃªtÃ© PrÃ©fectoral de ComitÃ© de Suivi de Site ALTEO. Lire l'intÃ©gralitÃ© de l'arrÃªtÃ©.

20 fÃ©vrier 2016. La question du dÃ©putÃ© Christophe PrÃ©mat du 19/01/2016 au Ministre des finances.

M. le dÃ©putÃ© aimerait savoir si le ministre peut demander Ã la direction nationale d'enquÃªtes fiscales de contrÃ´ler les facturations Ã l'export d'AltÃ©o ainsi que les conditions d'achat du minerai afin que des Ã©clairages supplÃ©mentaires puissent Ãªtre apportÃ©s sur ce dossier suscitant interrogations. Lire la question.

21 fÃ©vrier 2016. Comment la France a perdu Pechiney.....

L'explication d'Edith CRESSON, ancienne Premier Ministre. Voir la vidÃ©o

23 fÃ©vrier 2016. Boues rouges d'AltÃ©o : le tribunal examine le rÃ©fÃ©rÃ© contre l'autorisation prÃ©fectorale.

Lire l'article de France 3 Provence Alpes.

Voir la vidÃ©o correspondante.

24 fÃ©vrier 2016. Marseille : pollutions marines d'AltÃ©o : scandale ou vilain procÃ¨s ?

Lire l'article paru sur la provence.com. ApprÃ©cier l'expression "Les associations enfÃ©rocÃ©es"

24 fÃ©vrier 2016. La requÃªte rÃ©clamant l'arrÃªt du dÃ©versement d'effluents industriels par l'usine Alteo de Gardanne a Ã©tÃ© rejetÃ©e, vendredi.

Lire l'article paru sur le site lemonde.fr : Boues rouges dans les calanques _ un Â« blanc-seing Â» pour polluer.

Lire l'article paru dans La Provence du 27 fÃ©vrier.

Alain BOMBARD et les Boues Rouges.
DÃ©jÃ Ã l'Ã©poque....

En 1964, Alain Bombard, cÃ©lÃ¨bre biologiste, dÃ©nonce le prÃ©cÃ©dent crÃ©Ã© par l'autorisation des rejets de l'usine d'Alumine de Gardanne au large de Cassis au moyen d'un Ã©missaire de 47 km de long, se dÃ©versant dans le canyon de Cassidaigne. Ecouter.